

Publications économiques et financières



Synthèse annuelle

N° 789 / mai 2024

L'ÉCONOMIE DE LA RÉUNION EN 2023

Freinée par les effets de l'inflation, l'activité ralentit encore en 2023

L'activité économique à La Réunion revient sur son niveau de long terme en 2023. L'indicateur du climat des affaires (ICA), qui reflète la croissance du secteur marchand, perd ainsi près de 18 points entre son maximum de juin 2022 et mars 2023, puis reste stable autour de sa moyenne de longue période jusqu'à la fin de l'année.

Ce ralentissement s'explique par les effets d'une inflation encore élevée en 2023 (+3,1 % en moyenne annuelle, après +3,7 % en 2022 et +1,4 % en 2021) sur le pouvoir d'achat des ménages réunionnais et leur niveau de consommation. Ainsi, selon les chefs d'entreprise interrogés par l'IEDOM, le chiffre d'affaires (CA) du secteur marchand progresse en 2023, mais deux fois moins vite que l'année précédente (+5 % après +11 % en 2022).

Dans ce contexte, l'économie continue de créer plus d'emplois qu'elle n'en détruit, mais à un rythme désormais insuffisant pour empêcher le chômage de se redresser (19 % de la population active en 2023, après 18 % en 2022).

L'investissement des entreprises résiste, mais reste contraint par une demande anticipée encore faible et par le resserrement du crédit. S'agissant des ménages, le nombre de transactions immobilières a chuté en raison de la hausse des taux d'intérêt et de la raréfaction des biens sur le marché. Tous les secteurs sont concernés par cette conjoncture moins favorable, certains (construction-BTP) plus que d'autres (tourisme).

Ce ralentissement marque la fin d'un cycle débuté avec la crise sanitaire en 2020. Dès lors, 2024 s'annonce comme une année de transition, où la baisse de l'inflation conditionnera la reprise de l'activité.

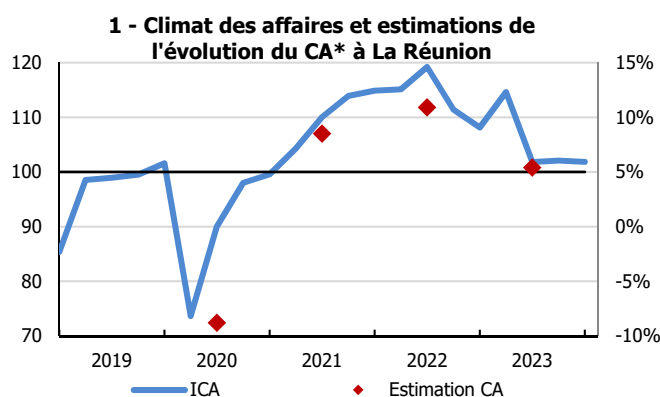
L'économie ralentit à son niveau de long terme en 2023

Climat des affaires : retour à la normale

L'activité ralentit significativement en 2023 à La Réunion. L'indicateur du climat des affaires (ICA) poursuit sa baisse entamée au second semestre 2022, perdant près de 18 points en un an (*graphique 1*). Fin 2023, l'ICA demeure néanmoins légèrement au-dessus de sa moyenne de longue période, signe que l'économie réunionnaise évolue à un niveau plus proche de son potentiel.

Les chefs d'entreprise interrogés estiment que le chiffre d'affaires (CA) du secteur marchand progresse de 5 % en 2023. C'est moins que l'année précédente, au cours de laquelle le CA a crû de 11 %, un niveau qui s'expliquait en partie par des prix de vente en forte hausse.

En 2023, «l'atterrissage en douceur» de l'économie réunionnaise semble marquer la fin d'un cycle, qui a débuté en 2020 avec la chute de la production provoquée par la crise sanitaire. Cet atterrissage fait suite à la forte reprise économique de 2021, et à la surchauffe de l'économie en 2022, caractérisée par un rebond de l'inflation.



* Estimation de l'évolution moyenne du chiffre d'affaire des entreprises présentes dans l'enquête de conjoncture de l'IEDOM
Source : IEDOM, enquête de conjoncture

Recul modeste de l'inflation

L'inflation demeure élevée à La Réunion en 2023. En moyenne sur l'année, l'indice des prix à la consommation augmente de 3,1 % (*graphique 2*), après +3,7 % l'année précédente. Si l'inflation provenait en grande partie de la hausse des prix de l'énergie en 2022 (+18,2 % en moyenne annuelle), elle s'explique d'abord par une accélération de la hausse des prix des produits alimentaires en 2023 : +7,6 % après +5,6 % en 2022. Ce poste contribue d'ailleurs à plus du tiers de l'évolution des prix à la consommation. L'inflation se diffuse également en 2023 aux services et aux produits manufacturés (+1,6 % et +2,7 % respectivement). Les prix de l'énergie continuent d'augmenter de 5,3 % en 2023, mais leur contribution à la hausse des prix est moindre (14 %).

Au total, l'inflation demeure inférieure à celle observée au niveau national, où les prix à la consommation augmentent de 4,9 % en moyenne sur l'année. Cette différence s'explique essentiellement par une hausse plus élevée des prix des services et de l'alimentation qu'à La Réunion (+3,0 % et +11,8 % respectivement).

Le niveau des prix pèse sur la consommation

En 2023, l'inflation continue de produire ses effets négatifs sur le pouvoir d'achat et le moral des ménages réunionnais.

Les revenus du travail sont moins dynamiques en 2023 : la hausse de la masse salariale nominale versée aux salariés du secteur privé atteint +7,0 % sur un an, après +9,6 % en 2022. Hors inflation, elle progresse de 3,9 %.

Dans ce contexte, la consommation des ménages faiblit. Les importations de biens de consommation non durables en valeur baissent de 2,6 % en 2023 (+16,2 % en 2022). Quant aux importations de biens durables, elles fléchissent de 9,4 % (après +2,6 % en 2022, *graphique 4*). Le marché des ventes automobiles ne se redresse pas (-0,5 % du nombre d'immatriculations de véhicules neufs) malgré l'amélioration des conditions d'approvisionnement. Les services ne semblent pas bénéficier d'un report de consommation, au regard des évolutions d'effectifs en baisse ou en stagnation dans les services aux ménages et dans l'hôtellerie-restauration.

La vulnérabilité des ménages est plus marquée en 2023 : le nombre de dossiers déposés auprès de la commission de surendettement du département de La Réunion progresse de 13 % par rapport à 2022. Cette tendance est similaire à celle observée au niveau des DOM (+13 %), mais plus soutenue qu'au niveau de la France hexagonale (+8 %). À La Réunion, le niveau des dépôts de 2023 est également supérieur de 3 % à celui de 2019, année de référence (en période de pré-pandémie).

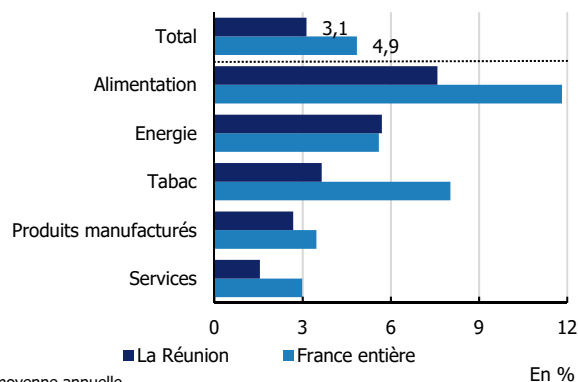
Le marché du travail plie, mais ne rompt pas

Avec le ralentissement de l'activité en 2023, **les conditions sur le marché du travail se dégradent**. L'économie a ainsi créé trois fois moins d'emplois nets en 2023 que l'année précédente.

Le secteur privé reste le plus grand pourvoyeur d'emplois en 2023 avec près de 2 100 créations nettes (+0,9 %), après +6 300 en 2022 (*graphique 3*). Le secteur du commerce résiste (+2,5 % en 2023 après +2,4 % en 2022), tandis que les secteurs de l'hébergement-restauration et des transports, très dynamiques en 2022 avec la reprise du tourisme, marquent le pas en 2023 (+1,5 % après +14,3 % en 2022). À l'inverse, l'emploi se contracte de 10,1 % dans l'intérim et de 2,5 % dans la construction. Après 3 années de hausses consécutives (+3 300 en moyenne par an entre 2020 et 2022, *graphique 3*), le nombre de contrats d'apprentissage à fin décembre est en recul (-138 contrats). L'emploi public, quant à lui, augmente légèrement cette année (+800 emplois nets), après avoir prélevé 1 900 emplois nets à l'économie l'année précédente.

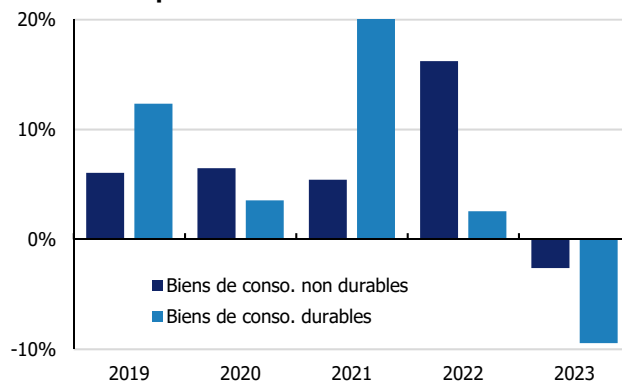
Ces tensions sur le marché du travail se reflètent dans le taux de chômage qui passe en moyenne annuelle de 18,0 % en 2022 à 19,0 % en 2023. Ce taux reste néanmoins bien inférieur au niveau observé avant la pandémie (21,2 % en 2019).

2- Évolution* des prix par poste en 2023



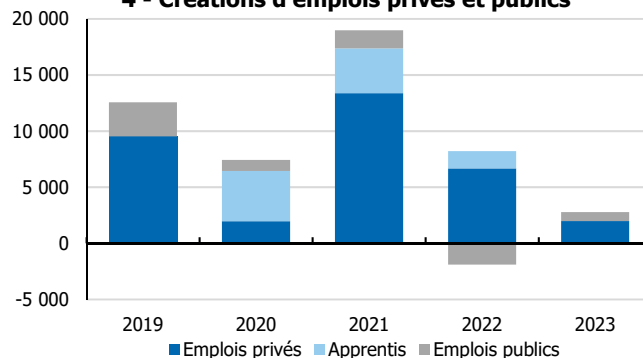
* En moyenne annuelle
Source : Insee, IPC

3 - Importations de biens de consommation



Source : Douanes

4 - Créations d'emplois privés et publics



Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

L'investissement évolue sous contrainte

En 2023, l'investissement doit faire face à la hausse du coût du financement et à celle des coûts des intrants. Il résiste cependant, grâce à une commande publique stable et au renouvellement des capacités de production des entreprises.

Les dépenses en investissement des principaux maîtres d'ouvrage publics progressent de 6,3 %, après +11,6 % en 2022 (*graphique 5*), mais avec un effet-prix significativement moindre en 2023 (l'indice TP de la CerBTP augmente de 4,7 % en moyenne en 2023 contre +18,8 % en 2022). Cette hausse touche aussi bien les travaux routiers, que la construction publique ou les opérations de génie civil. Pour exemple, le Grand Port maritime a investi 47 millions d'euros dans plusieurs projets structurants, dont l'acquisition du dock flottant qui permettra de développer une filière de réparation navale sur l'île.

La croissance de l'investissement des entreprises décélère tout au long de l'année. Les chefs d'entreprise interrogés sont moins optimistes concernant leurs prévisions d'investissement par rapport à l'année dernière, même si celles-ci restent légèrement supérieures à la moyenne de long terme. Les importations de biens d'équipement s'inscrivent en hausse de 5,0 %, et illustrent le renouvellement des capacités de production industrielle qui s'est opéré par exemple dans les travaux de décarbonation des centrales thermiques de l'île et dans l'équipement technologique du secteur de la santé (appareil de type Pet Scan). Les ventes de véhicules utilitaires (fourgons, camions semi-remorques, etc.) s'accroissent de 4,1 % (après +14,5 % en 2022).

À l'inverse, l'investissement résidentiel des ménages est plus sensible à la hausse des taux d'intérêt actuels. Le taux d'intérêt moyen pour un crédit à l'habitat a plus que doublé entre octobre 2022 et octobre 2023, passant de 1,5 % à 3,3 %. Le nombre de ventes immobilières recule ainsi de 15,6 % en cumul sur 12 mois à fin décembre.

Des échanges extérieurs en repli

Les échanges extérieurs mettent en lumière le ralentissement de l'économie. Les exportations de biens en valeur baissent de 9,1 % sur un an, en particulier du fait des exportations de sucre qui chutent de 29,3 % malgré des prix en très forte hausse sur le marché européen (+63 % en moyenne sur l'année). Cette forte contraction illustre cette année encore les difficultés de la filière sucrière, dont la production est inférieure à sa moyenne décennale pour la 6^e année consécutive.

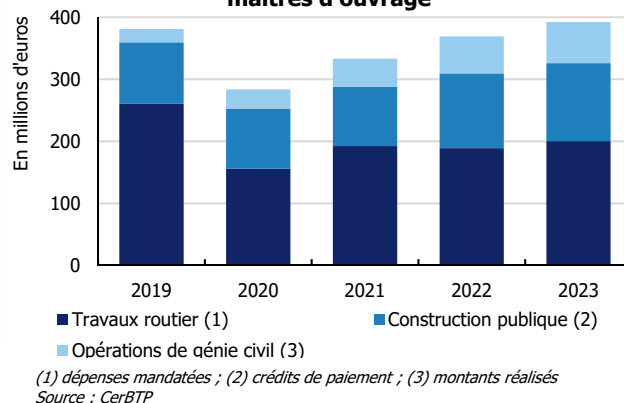
Les importations de biens en valeur s'inscrivent également en repli de 5,2 % sur l'année. Ce recul s'explique, d'une part, par une baisse des cours du pétrole qui fait chuter les importations de produits pétroliers de 25 % et, d'autre part, par le ralentissement de la demande intérieure, notamment dans la construction, entraînant un recul de la plupart des importations de matériaux de construction.

Cette mauvaise orientation des échanges extérieurs se traduit par une baisse historique de 8 % du trafic de marchandises en volume au Grand Port maritime. L'activité de transbordement de conteneurs s'inscrit également en recul, en lien avec le ralentissement de l'économie mondiale. Par ailleurs, le nouveau trafic généré par la conversion à la biomasse en pellets de bois dans le cadre de la transition énergétique se substitue à celui du charbon.

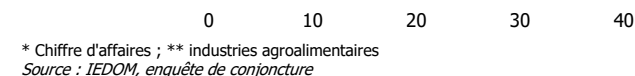
Activité sectorielle : un ralentissement observé dans tous les secteurs

En 2023, tous les secteurs de l'économie voient leur chiffre d'affaires (CA) progresser selon les chefs d'entreprise interrogés, mais cette progression est bien inférieure à celle de l'année précédente (*graphique 6*). Le tourisme demeure le secteur le plus dynamique, après une année 2022 marquée par le retour progressif des touristes suite au retrait des mesures de freinage de la pandémie. L'évolution du CA de la construction (+6 %) masque une réalité moins flatteuse selon les acteurs de la filière, en raison de la forte augmentation des coûts des intrants. La croissance du CA décélère également dans les secteurs du commerce et des services (+4 % en moyenne).

5 - Investissements publics des principaux maîtres d'ouvrage



6 - Evolution du CA* par secteur



L'agriculture et l'industrie agroalimentaire en perte de vitesse

L'activité ralentit nettement dans l'agriculture et l'industrie agroalimentaire (IAA), l'estimation du CA du secteur passant de +16 % en 2022 à +2 % en 2023 (*graphique 6*).

La filière canne-sucre relève un peu la tête, avec une campagne cannière 2023 meilleure que celle de 2022. 1,4 million de tonnes de cannes ont ainsi été broyées, soit une hausse de 9,7 % sur un an. Cette récolte reste toutefois inférieure de 20 % à la moyenne des dix dernières années.

La situation est mitigée pour la filière de l'élevage réunionnais. Les volumes d'abattages de volailles progressent de 6,9 %, tandis que celles de porcins baissent de 11,7 %. Au total (bovins compris), les volumes restent stables en 2023, après une baisse de 8,3 % en 2022.

Parallèlement, les exportations de sucre et de produits de la pêche s'inscrivent en net repli.

Commerce et services marchands : un atterrissage progressif

Le CA des secteurs du commerce et des services marchands continue de progresser (+4 %), mais à un rythme moins soutenu qu'en 2022. La persistance de l'inflation pèse sur la consommation privée et réduit l'activité du commerce, comme le soulignent les professionnels du secteur. L'emploi y reste dynamique au cours de l'année, mais il ralentit nettement fin 2023. Les chefs d'entreprise jugent néanmoins favorablement l'évolution de leurs charges d'exploitation et de leur trésorerie.

Les services aux ménages subissent également les effets de l'inflation avec des effectifs en baisse, alors que les services aux entreprises voient leurs effectifs progresser.

Tourisme : une année record, mais le ciel s'obscurcit

Après un rebond l'année précédente, la fréquentation touristique de l'île continue de progresser en 2023 : +12,2 % par rapport à 2022 (+97,5 %). Elle atteint ainsi un niveau record avec 556 000 touristes extérieurs accueillis à La Réunion. Dans le même temps, les recettes du tourisme extérieur s'accroissent de 14,7 % en valeur.

Néanmoins, l'activité du secteur se normalise, comme en témoigne le ralentissement de son CA : +9 % en moyenne en 2023 après +41 % en 2022 (*graphique 6*). Par ailleurs, la fréquentation des hôtels de l'île diminue, avec un nombre de nuitées en baisse de 2,5 % et un taux d'occupation qui perd un point en moyenne sur l'année (*graphique 7*). Le jugement des chefs d'entreprise du tourisme corrobore ce ralentissement notamment en fin d'année.

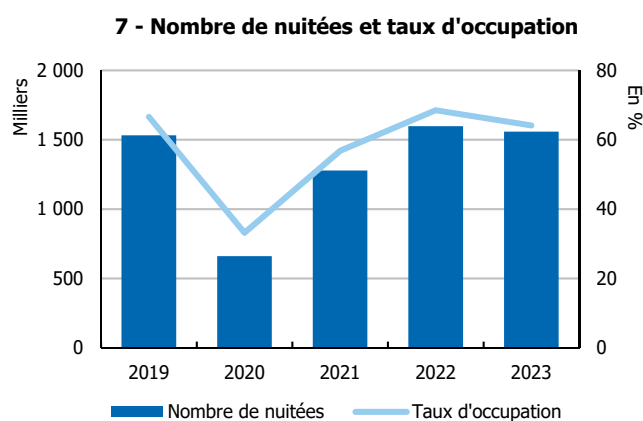
Point positif, 2023 signe la reprise de l'activité croisière qui se traduit par l'accueil de 29 escales, représentant 20 498 passagers ayant transité par la gare maritime.

Le secteur de la construction en manque de projets

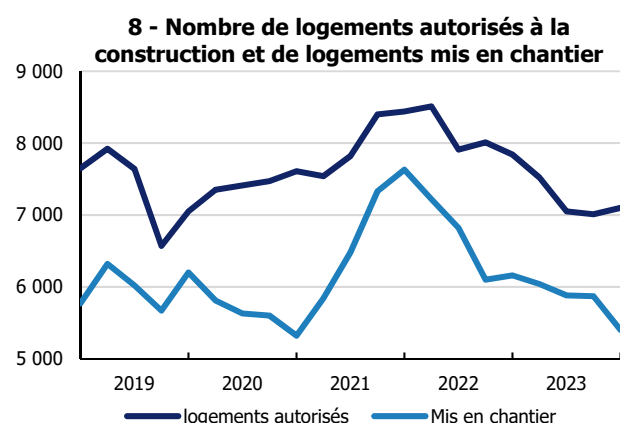
Le CA du secteur de la construction progresse de 6 %. L'activité de travaux publics bénéficie encore de dépenses en investissement des principaux maîtres d'ouvrage en hausse de 6,3 % en 2023 (*graphique 5*).

Toutefois, la construction de logements est atone, en lien avec la hausse des coûts de financement bancaire et le niveau élevé des coûts des matériaux de construction. Le nombre de logements mis en chantier baisse de nouveau de 12,3 % à fin 2023, après -19,3 % en 2022 (*graphique 8*). Les perspectives d'activité n'incitent pas à l'optimisme : le nombre de permis de construire recule de 9,4 %.

Les professionnels du secteur confirment cette dégradation de l'activité et soulignent le manque de perspectives compte tenu de leurs carnets de commandes. Ils déclarent également des effectifs à la baisse de 2,5 % à fin 2023.



Source : INSEE, Direction du Tourisme



Source : Deal Réunion, cumul annuel

Financement de l'économie : l'activité de crédit ralentit

Avertissement : la collecte des données monétaires fait l'objet de modifications en vue d'amélioration depuis le 1^{er} janvier 2024. En conséquence, les données ci-dessous sont susceptibles d'être révisées.

Les encours de crédits ralentissent fortement

À fin décembre 2023, l'encours sain des crédits à l'économie réunionnaise octroyés par les établissements financiers installés localement freine fortement à +1,9 % après +3,5 % l'année précédente. Ce ralentissement résulte de la normalisation de la politique monétaire, dont les taux directeurs ont augmenté six fois en 2023. Ces hausses se sont transmises aux taux des crédits consentis par les établissements financiers à leur clientèle. Ainsi, sur un an, le coût du crédit a augmenté de 301 points de base (pdb) pour la trésorerie échéancée des entreprises, et de 194 pdb pour les crédits d'équipement. La hausse pour les ménages est de 180 pdb pour les crédits à l'habitat et 179 pdb pour les prêts à la consommation.

En conséquence, l'endettement bancaire des entreprises ralentit à +1,1 % sur un an après +4,8 % en 2022. Les encours de crédits d'équipement sont en baisse (-8,0 % après +10,6 %), comme les encours de trésorerie (-2,7 % après -2,9 %) relativement à la fin de la dynamique des PGE. Les encours de crédits immobiliers des entreprises progressent quant à eux (+7,7 % après +1,7 %), à rebours de la tendance globale. L'endettement bancaire des ménages freine également sensiblement à +2,9 % après +4,3 % en 2022, essentiellement du fait du ralentissement des encours de crédits à l'habitat (+2,4 % après +7,0 %) et dans une moindre mesure de celui des encours de crédits à la consommation (+4,7 %).

Moindre progression des actifs des ménages et des entreprises

À fin décembre 2023, les actifs financiers détenus par les agents économiques réunionnais progressent de 1,4 %, après +1,9 % en 2022 et +4,6 % en 2021.

S'agissant des ménages, l'épargne bancaire des Réunionnais augmente de 2,5 % en 2023, soit un rythme inférieur à celui de l'année précédente (+4,7 % en 2022) comme à son évolution en moyenne annuelle sur la période 2015-2019 (3,8 %). Les dépôts à vue diminuent sensiblement (-3,2 % après +4,2 %) du fait de la détérioration de la situation financière des ménages, mais également de la réallocation de leur épargne vers des dépôts rémunérés. Ainsi, les placements à long terme se redressent (+1,4 %, après +0,4 %), alors que les livrets d'épargne réglementés restent dynamiques (+9,3 % après +10,2 % en 2022). S'agissant des entreprises, la collecte ralentit également à +1,5 %, en lien principalement avec la contraction de 10,8 % des dépôts à vue. À noter la forte dynamique des placements sur comptes à terme, dont les montants ont plus que doublé en 2023 dans une logique de recherche de rendements.

Baisse du provisionnement et des créances douteuses

Les risques bancaires sont restés maîtrisés en 2023. Les créances douteuses (c'est-à-dire lorsqu'un risque de non-remboursement de la créance est identifié) se maintiennent à des niveaux bas (3,2 % du total des encours fin 2023 contre 3,4 % en 2022). Le taux de provisionnement est stable quant à lui à 39,1 % des encours après 39,2 % l'année précédente.

Perspectives 2024 : en attendant la reprise...

Si 2023 marque la fin d'un cycle, 2024 s'annonce comme une année de transition.

En 2024, l'inflation devrait continuer de reculer à La Réunion. Le cyclone Belal, qui a balayé l'île au mois de janvier et provoqué une forte hausse des prix des produits frais, ne devrait que retarder sa baisse tendancielle déjà engagée en 2023. D'autant que l'inflation recule désormais significativement aux niveaux national et international d'où sont importés une majorité de biens. En conséquence, les ménages réunionnais devraient retrouver du pouvoir d'achat à partir du second semestre, et contribuer à relancer la consommation privée, principal moteur de l'économie du territoire.

S'agissant des investissements, les perspectives sont moins prometteuses. La demande anticipée par les entrepreneurs, même mieux orientée, resterait à des niveaux faibles. Par ailleurs, dans un environnement de taux d'intérêt encore élevés et de rareté de la liquidité, les établissements de crédit resteraient sélectifs quant aux décisions de financement des entreprises. Enfin, la normalisation du marché des transactions immobilières devrait se poursuivre.

Concernant la demande publique, les marges de manœuvre paraissent limitées. L'État comme les collectivités locales réunionnaises semblent engagés sur la voie du désendettement, ce qui devrait modérer la contribution de la demande publique à la croissance de l'activité.

Au total, la croissance de l'activité en 2024 devrait être proche de celle de 2023. Toutefois, 2024 devrait laisser place à des éléments conjoncturels (baisse de l'inflation) comme structurels (inaugurations de la nouvelle aérogare, de la conversion de la centrale électrique du Gol, etc.) en capacité de libérer cette croissance et d'engager le territoire dans un nouveau cycle.

[Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : P. LA COGNATA — Responsable de la rédaction : N. GOBALRAJA
Rédacteur : D. PERRAIN Éditeur et imprimeur : IEDOM